



Luxembourg, le 12 SEP. 2023

Madame Cécile Bissener-Schanck  
86, Grand-rue  
**L-9711 CLERVAUX**

**N/Réf.: 106804**

Madame,

Je me réfère à votre requête réceptionnée le 28 août 2023 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour une coupe d'urgence pour cause de bostryche sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de CLERVAUX: section HF d'HUPPERDANGE (In der Raeneschbach), sous les numéros 994/2568 et 990/2566.

Le peuplement en question se trouve dans un bon état sanitaire et ne présente que quelques dégâts de bostryche.

Par conséquent, la coupe est contraire aux objectifs de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelle et refusée en vertu de l'article 62 de la présente loi.

Toutefois, je vous autorise à procéder à une légère éclaircie du peuplement et à enlever les quelques bois scolytés ne dépassant une surface de **20 ares**.

Au cas où la situation sanitaire s'aggrave, une nouvelle demande de déboisement pourra être introduite.

Pour de plus amples renseignements, je vous prie de bien vouloir contacter le préposé de la nature et des forêts (M. Claude Schanck, tél : 621 202 150).

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,  
du Climat et du Développement durable



Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Commune de CLERVAUX